

LE PROLÉTARIAT ALLEMAND CONTRE LE GOUVERNEMENT SCHRÖDER ET SON AGENDA 2010 : QUELLE ISSUE POLITIQUE OUVRIR À CE COMBAT ?

Au soir du 21 septembre 2003, le résultat des élections régionales de Bavière marquait une véritable déroute pour le Parti social démocrate (SPD) : 19,6% des suffrages exprimés, soit le plus mauvais score historique de ce parti depuis 1947, alors que le ministre-président de ce Land, le chrétien-démocrate (CSU) Edmund Stoiber enregistrait 60,7% des voix, ce qui lui permet d'obtenir plus de deux-tiers des voix dans l'assemblée régionale (124 des 180 sièges).

Cette défaite cinglante du SPD intervient après celles enregistrées en février, en Hesse et dans le Land de Gerhard Schröder, la Basse-Saxe. Le recul du SPD de dix points en Bavière (en 1998, lors des dernières élections régionales en Bavière, le SPD obtenait 28,7% des voix) est le produit du rejet massif par le prolétariat et la jeunesse du plan de « réformes », baptisé par Schröder « Agenda 2010 ». Ce plan se concrétise en une demi-douzaine de projets de loi de destruction des acquis fondamentaux de la classe ouvrière allemande : retraites, Assurance maladie, allocation chômage (« fusion » entre « l'allocation pour chômeurs de longue durée et l'aide sociale »). L'objectif est de « remettre au travail » 1,3 millions de chômeurs dans le cadre d'un « système de suivi actif » ...

Un an auparavant, lors des élections législatives, la position prise par Gerhard Schröder contre l'intervention militaire en Irak avait permis au SPD de l'emporter, bien que de justesse : cette position s'appuyait sur l'aspiration du prolétariat au refus de toute intervention de l'impérialisme dans un pays dominé. Le 21 septembre 2003, l'abstention massive (42,7%) manifeste le rejet de la politique anti-ouvrière de Gerhard Schröder ; elle manifeste aussi le désarroi du prolétariat allemand dû à l'absence de perspective politique. C'est ce qui a permis à Stoiber de « surfer sur l'impopularité » du gouvernement Schröder (le Monde).

Le 23 septembre, l'éditorialiste de ce quotidien donne l'enjeu, pour les capitalistes français et de toute l'Europe, de ce plan de réformes : « Le succès allemand est déterminant pour les réformes en Europe ». En effet, la construction de l'Union européenne correspond à la recherche des capitalismes d'Europe de surmonter le cadre étroit des frontières nationales. L'Union européenne des traités de Maastricht, d'Amsterdam a succédé à la Communauté économique européenne du traité de Rome de 1957 ; elle s'est mise en place sous la direction de l'impérialisme allemand. Mais l'Union européenne, c'est aussi l'union des capitalistes contre les prolétariats d'Europe. La place politique acquise par

l'impérialisme allemand en 1990-91 en fait le chef de file des États capitalistes à l'échelle de l'Europe.

En septembre 1996, un article de CPS (n° 64) indiquait :

« C'est en Europe que le prolétariat concentre encore aujourd'hui les acquis économiques, sociaux et politiques les plus importants. Pour les impérialismes européens (et pour le capital international) l'offensive généralisée engagée par les États bourgeois contre leurs prolétariat doit redoubler d'ampleur. Il devient indispensable que l'impérialisme allemand devienne un véritable leader politique, qu'il frappe économiquement le prolétariat allemand et qu'il tente de lui infliger une défaite politique. La situation politique en Allemagne devient une pièce centrale des développements de la lutte des classes en Europe. »

En 1998, c'est pour mettre un terme à l'offensive engagée, dans les années quatre-vingt-dix, par le gouvernement CDU-CSU du chancelier Elmut Kohl (« Kohl the knife », « Kohl le couteau », ainsi que le qualifiait le journal financier anglais The Economist en 1997) que le prolétariat allemand a porté au pouvoir une majorité du SPD. Contre la volonté exprimée en 1998 par le vote ouvrier, puis à nouveau en septembre 2002, Gerhard Schröder a constitué un gouvernement bourgeois, associant le SPD et les Verts, gouvernement respectueux du cadre de l'État bourgeois de la RFA dans lequel s'est effectuée la réunification de l'Allemagne et soumis aux des exigences du patronat.

Avec « L'Agenda 2010 », le gouvernement du chancelier Schröder, « l'ami des patrons », entend avancer vers la destruction des acquis fondamentaux du prolétariat allemand. Mais il ne peut agir sans se soumettre le SPD, sans l'association de la confédération syndicale ouvrière, la Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB) et de ses syndicats à la mise en œuvre de sa politique. Depuis des mois, la résistance du prolétariat allemand se répercute dans les syndicats et dans le SPD : un conflit ouvert oppose les masses aux appareils. Mais tout est fait pour barrer toute perspective politique à la mobilisation des masses. Désarmer politiquement le prolétariat allemand, prolétariat décisif en Europe, afin que la bourgeoisie puisse lui infliger une défaite majeure, tel est le rôle assigné au gouvernement de Schröder. Les enjeux de la lutte des classes en cours en Allemagne concernent tous les prolétariats d'Europe.

L'IMPÉRIALISME ALLEMAND : UN RENFORCEMENT RELATIF.

L'Allemagne est le troisième pays du monde par son PIB, derrière les États-Unis et le Japon. C'est de loin la puissance dominante en Europe, sans que sa situation soit pour autant hégémonique. La réunification de l'Allemagne a permis à l'impérialisme allemand de prendre le pas sur ses concurrents impérialistes au sein de l'Union européenne ; l'euro s'est mis en place aux conditions de l'impérialisme allemand. La réunification de l'Allemagne a libéré le capitalisme allemand des contraintes issues de la Deuxième guerre mondiale. Le gouvernement SPD-Verts dirigé par Gerhard Schröder s'est depuis 1998 attaché à achever un processus de repositionnement de l'impérialisme allemand sur les scènes européenne et internationale, processus lancé par le gouvernement CDU-CSU d'Elmut Köhl. L'affirmation à l'échelle européenne et mondiale du capitalisme allemand revêt différents aspects.

Le 12 août 1994, le tribunal constitutionnel de Karlsruhe fixait le cadre juridique permettant les missions de la Bundeswehr, l'armée allemande, en dehors du territoire fédéral. En mars 1999, la déclaration gouvernementale du chancelier Gerhard Schröder annonçait la participation de la Bundeswehr, pour la première fois de son histoire, à une opération militaire de l'OTAN. Le 11 octobre 2001, le même chancelier Schröder affirmait que le temps durant lequel l'Allemagne n'apportait à ses alliés qu'une « assistance secondaire » était « irrémédiablement révolu ». « *L'Allemagne unie et souveraine assure ses responsabilités croissantes dans le monde. Ceci inclut aussi la participation à des opérations militaires* ». Le 16 novembre de la même année, le chancelier Schröder obtenait le vote à l'arrachée au Bundestag des Sociaux-démocrates et des Verts autorisant l'engagement de soldats allemands en Afghanistan. Ce vote matérialisait l'aboutissement d'un processus par lequel l'impérialisme allemand s'assure « le droit à faire comme les autres selon les termes mêmes de Gerhard Schröder.

Si la revendication d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas donné lieu à une campagne vigoureuse pour « l'exiger », l'impérialisme allemand développe une politique active et pragmatique. Ainsi, s'appuyant sur le fait que l'Allemagne est le troisième bailleur de fonds du FMI, le gouvernement fédéral a réussi, en dépit de l'opposition des États-Unis, à faire nommer un allemand, Horst Köhler, à la présidence du FMI.

Alors que l'impérialisme allemand s'interdisait jusqu'alors d'avoir « une politique arabe » et affirmait un soutien « inconditionnel » à Israël, suite à la première tournée officielle du chancelier Gerhard Schröder au Proche-Orient, en novembre 2000, s'esquisse sa volonté

de s'insérer au Proche-Orient ; en avril 2002, Gerhard Schröder annonçait au Bundestag qu'il n'excluait pas que la Bundeswehr puisse participer à une force internationale d'interposition (ce qui implique que des soldats allemands seraient stationnés en Israël.) La réaction américaine fut immédiate et très vive !

Le gouvernement fédéral réaffirme régulièrement ses liens avec les États-Unis, tout en menant en permanence une politique de consensus et de compromis. Le 22 septembre 1999, devant l'assemblée générale de l'ONU, le ministre des affaires étrangères Fischer n'en affirmait pas moins que « *toute forme d'unilatéralisme ne pourra fonctionner* ». Le 8 mars 2000 le projet de Bush de construction d'un bouclier balistique était qualifié de « *grosse bêtise* » !

Selon un article paru dans *Die Zeit* du 27 septembre 2001, le ministre fédéral des affaires étrangères, Josika Fischer ne veut pas que l'Allemagne soit comparée à la France ou à la grande Bretagne, c'est-à-dire à un « *allié de seconde zone* » : cela exprime le fait, qu'avec l'unification, l'impérialisme allemand est totalement libéré des entraves issues de l'ordre établi en 1944-45 à Yalta et à Postdam. Cette logique conduisait le gouvernement Schröder, après le discours de W.G. Bush stigmatisant, en février 2002, devant le Congrès américain, un « axe du mal » incarné par l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, à affirmer que la « *solidarité illimitée* » avait des limites !

Début août 2002, le même Schröder indiquant qu'avec ou sans mandat de l'ONU, il était exclu que son gouvernement participe à la guerre en Irak. Ainsi s'affirme l'accentuation des contradictions inter-impérialistes, produit de la crise du système capitaliste. Pour l'impérialisme américain, la guerre impérialiste (intervention en Afghanistan, puis en Irak) exprime la fuite en avant pour tenter de trouver une issue à la crise qui touche à ce moment là les États-Unis de plein fouet.

L'impérialisme allemand n'a pas, néanmoins, les moyens de s'engager dans une confrontation directe avec l'impérialisme américain (ni même avec les autres impérialismes). Il lui faut, en permanence, jouer sur la négociation et le compromis. Il s'appuie sur sa place dominante en Europe, pour assurer la défense de ses intérêts à l'échelle mondiale. C'est ce qu'affirme Fischer lorsqu'il explique que l'élargissement de l'Europe doit permettre aux Allemands de « *poursuivre leurs intérêts en recherchant le plus large consensus possible* ». L'article publié dans le numéro 93 de CPS (*Où en est, où va l'Union européenne ?*) a mis en évidence la place dominante de l'impérialisme allemand dans l'Union européenne. Nous indiquons ici quelques aspects complémentaires.

LA NOUVELLE POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'ALLEMAGNE.

Le processus décrit par Lénine dans son ouvrage L'impérialisme stade suprême du capitalisme est plus que jamais actuel : à l'époque où le capitalisme est parvenu au stade de l'impérialisme (depuis la fin du XIX^{ème}-début du XX^{ème} siècle), « *le capital financier se subordonne effectivement même des États jouissant d'une complète indépendance politique* », les monopoles cherchent à « *s'accaparer toutes les sources de matières brutes* », le capital financier tend à « *élargir son territoire économique, et même son territoire d'une façon générale.* »

En l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, la mobilisation des prolétariat des pays de l'est de l'Europe, de l'ex-URSS a été canalisée par les forces bourgeoises : le capitalisme a été restauré, des États bourgeois ont été reconstitués. La dislocation de l'URSS en 1991 (la fin du COMECON et du pacte de Varsovie) a laissé un « vide » en Europe centrale, « vide » bien vite occupé par les impérialismes (en particulier par l'impérialisme allemand et l'impérialisme américain). Les positions les plus solides, en particulier en Pologne, en Hongrie, en République tchèque sont occupées par l'impérialisme allemand. Le gouvernement de Kohl, puis celui de Schröder ont, pour y parvenir, utilisé la situation géographique de l'Allemagne réunifiée (au cœur de l'Europe), les liens culturels très anciens, et surtout, la place économique de l'Allemagne (troisième rang mondial) et l'influence croissante acquise par la politique menée depuis 1990.

Dans un ouvrage intitulé La nouvelle politique extérieure, (ouvrage réalisé en 1996, par l'Institut de recherche de la société allemande), on apprend que la place de l'Europe centrale et orientale est une priorité dans la politique étrangère allemande. Cette politique tend à renouer avec ce qu'était la politique de l'impérialisme allemand à la fin du XIX^{ème} siècle : avancer vers la réalisation de la Mitteleuropa (Europe médiane). Le capitalisme allemand s'est développé tardivement (par rapport au capitalisme anglais, voire français), mais bien vite, sa puissance fait qu'il étouffe dans le cadre des frontières nationales. Appuyé sur sa position géographique, sur la colonisation allemande (XII^{ème}-XIV^{ème} siècles) de territoires en Tchéquie, en Pologne, en Transylvanie, en Pays baltes, en Subcarpatie, dès la fin du XIX^{ème} siècle, l'impérialisme allemand cherche à faire reculer l'influence russe sur l'est slave de l'Europe, sur le sud-est russe. Ce faisant, il

cherche à assurer sa domination sur l'Europe, l'accès aux détroits, sa pénétration économique et politique au Proche-Orient (la construction du chemin de fer de Bagdad qui relie Hambourg, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Sofia, Constantinople via Bagdad en est la concrétisation).

Par deux fois, en 1914 et en 1939, l'impérialisme allemand a tenté d'imposer son hégémonie sur l'Europe pour assurer la défense de ses intérêts dans le monde. En dépit de la défaite de l'impérialisme allemand et de l'Empire Austro-Hongrois en 1918, les nouveaux États d'Europe centrale et orientale (Hongrie, Autriche, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne) se trouvent rapidement dans la sphère d'influence de l'impérialisme allemand. En 1938, la part de l'Allemagne dans les exportations des pays de l'ouest de l'Europe vers l'Europe de l'est représentait 35%. L'Allemagne hitlérienne a imposé et utilisé le travail forcé des étrangers (ils représentaient 30% de la population active en 1944, voire 50% dans les grosses entreprises, 85% dans les industries de guerre).

La lutte entre les impérialismes (principalement entre l'impérialisme américain, l'impérialisme allemand, l'impérialisme français) pour imposer leur domination sur les nouveaux États bourgeois d'Europe centrale n'a fait que s'aiguïser depuis la chute du mur de Berlin en 1989. À nouveau, l'impérialisme américain s'est présenté comme le défenseur des libertés, le défenseur des intérêts des « petits pays » d'Europe centrale et Orientale. Mais l'impérialisme allemand a largement participé au processus de privatisation dans les PECO. Les firmes allemandes acquièrent des actions et contrôlent même les actions des entreprises les plus aptes à l'exportation.

Le capital allemand est présent dans tous les secteurs d'activité : commerce, industrie, secteur bancaire... Aujourd'hui, la majeure partie des organes de presse (quotidiens nationaux, une grande partie des journaux régionaux, de périodiques) des PECO sont contrôlés par les maisons d'édition allemandes. En clair, l'impérialisme allemand est redevenu le principal investisseur étranger et aussi le principal partenaire commercial des PECO (le commerce allemand avec la Pologne, la Tchéquie, atteint le même niveau que celui avec les États-Unis ; l'Allemagne assure à elle seule 43% des exportations de l'Union européenne dans les pays du PECO.)

LES ENJEUX ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES DE L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE.

L'impérialisme allemand utilise les structures de l'Union européenne et « Atlantique » pour vaincre les « hésitations », la « méfiance » vis-à-vis d'une nouvelle domination allemande. Dès 1989, l'Allemagne se prononce pour l'adhésion des PECO à l'Union européenne ; en 1993, elle propose leur adhésion à

l'OTAN. L'objectif est de transformer ces régions en « prolongement de l'atelier de production » de l'Allemagne.

On peut prendre, pour illustrer cette politique pragmatique, l'exemple des « expulsés » allemands (*deutsche Vertuebene*). En 1945, la conférence de

Potsdam décidait de déplacer 12 millions d'Allemands de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Hongrie occidentale en Allemagne de l'Ouest. La CDU-CSU défend traditionnellement « *les intérêts des expulsés* ». Ainsi, le premier ministre bavarois Edmund Stoiber soutient-il un regroupement d'allemands des Sudètes (lesquels se sont installés en Bavière) qui revendique l'abolition des décrets du ministre Tchéque Benes, décrets de 1946 privant les allemands des Sudètes de leur citoyenneté tchèque et confisquant leurs biens. Les gouvernements polonais et tchèque voient dans ces « *revendications des expulsés* » un moyen de modifier « *l'ordre territorial en Europe* ». Le gouvernement tchèque exige que le maintien du décret Benes soit inclut dans le traité d'adhésion de la Tchéquie à l'Union européenne.

Cela dit, l'adhésion à l'Union européenne permettra aux « *expulsés allemands* » et à leurs descendants, de bénéficier du droit communautaire de libre circulation et de choix du lieu de vie pour retourner dans leur région d'origine : c'est le moyen pour le capital allemand d'acheter des terres, d'investir en Silésie, aux Sudètes. Au cours des années quatre-vingt-dix, huit euro-régions ont été mises en place avec l'apport financier de l'Union européenne et de l'Allemagne sur des territoires s'étendant de part et d'autre de la frontière germano-polonaise et germano-tchèque (incluant les régions d'où

ont été expulsés les Allemands de Silésie et des Sudètes). Ainsi, s'est préparée une présence allemande, administrative, politique et économique dans les actuels territoires polonais et tchèques (telles les régions allemandes et polonaises frontalières de la Neisse, la Poméranie, la forêt de Bohême). Il est bien évident qu'à l'intérieur de l'Union européenne, un tel dispositif bénéficie au seul impérialisme allemand.

Le fond « *Mémoire, responsabilité, avenir* » créé en 2001, à grand renfort de propagande, par le gouvernement Schröder et les industriels allemands pour indemniser les victimes du nazisme (travailleurs forcés...) participe de la même volonté politique : lever les obstacles à la domination du capital allemand en Europe centrale et orientale. Chacun comprend que l'élargissement de l'Union européenne à l'Est est un puissant facteur d'accroissement du poids de capital allemand dans les PECO, voire dans les Pays baltes et les Balkans. Il convient de rappeler, à ce propos, la participation active du gouvernement Kohl à la constitution de la Croatie et de la Slovaquie, à la scission entre la Tchéquie et la Slovaquie. Il l'a fait pour les besoins de l'impérialisme allemand.

L'adhésion des pays d'Europe centrale à l'Union européenne, dont l'Allemagne se fait le porte parole, est un enjeu essentiel pour la diplomatie allemande.

L'ÉCONOMIE ALLEMANDE ET LA CRISE DU CAPITALISME.

Si, la réunification de l'Allemagne a permis le renforcement des positions de l'impérialisme allemand à l'échelle de l'Europe comme à l'échelle internationale, la situation économique mondiale touche de plein fouet l'économie allemande. Le mode de production capitaliste est pourri jusque dans ses fondements. Ainsi, la spéculation immobilière s'est durant les années quatre-vingt dix énormément développée, en particulier à Berlin : l'effondrement du marché immobilier a mis en difficulté nombre de banques. C'est le cas, par exemple, de la Bankgesellschaft Berlin dont les pertes considérables ont été prises en charge par le Land de Berlin au bord de la faillite !

Au bord de la récession en 2001 et en 2002 avec une augmentation du PIB respectivement de 0,6% et de 0,2%, la croissance économique en Allemagne ne parvient pas à redémarrer ; la « récession » est même officiellement annoncée pour 2003. Les investissements ont diminué de 6,7% en 2002 après un recul de 5,3% en 2001. Les investissements d'équipement ont chuté de 9,1% en 2002, les investissements de construction ont baissé de 6% en 2002, comme en 2001. Le déficit des comptes publics a atteint 3,7% du PIB en 2002 ; il dépassera à nouveau la barre fatidique des 3% en 2003 (barre imposée par l'impérialisme all lui-même dans le cadre des critères de Maastricht.)

Le ralentissement de l'expansion du commerce mondial pèse sur les exportations allemandes dont la progression

est passée de plus 5% en 2001 à 2,4% en 2002. Or, les exportations de biens manufacturés sont traditionnellement le « moteur » de l'économie allemande. Néanmoins, cette difficulté a été atténuée jusqu'alors grâce aux profits consécutifs aux gigantesques exportations de capitaux.

Il faut aussi indiquer que lors de la décennie des années 1990 la croissance moyenne en Allemagne –mise à part le boom de la réunification en 1990-92- n'a atteint que 1,5% contre 2,5% pour les autres pays de l'Union européenne.

« *Des réformes structurelles et administratives de grande ampleur s'imposent* » Ces termes de l'OCDE sont, depuis des années, le leit-motiv du patronat allemand : l'économie allemande aurait besoin d'une plus grande flexibilité. Certains affirment ouvertement que « *le courage politique a manqué pour corriger les déformations de l'État social allemand* ». Peut-on accuser les gouvernements CDU-CSU de Kohl (1982-1998) d'avoir manqué de « courage politique » ? La réalité est autre : le « talon d'Achille » de l'impérialisme allemand, c'est le prolétariat allemand, le plus puissant prolétariat d'Europe.

Acculé, le capital allemand ne peut plus différer l'offensive frontale contre le prolétariat : il lui faut mettre en cause les fondements mêmes de « l'État social », autrement dit, les acquis arrachés après la Deuxième guerre mondiale. Encore une fois, ce sont les

contradictions du capitalisme qui sont le plus puissant moteur de la lutte des classes.

LE PROLÉTARIAT ALLEMAND, PROLÉTARIAT DECISIF EN EUROPE.

La réunification de l'Allemagne, c'est aussi celle du prolétariat allemand, le prolétariat le plus puissant d'Europe. Cette réunification « physique » se manifeste par le nombre : bien que les indications chiffrées officielles ne permettent pas de donner une appréciation exacte de la réalité, il est néanmoins possible de comparer la place de la population active travaillant dans l'industrie en Allemagne et dans les autres puissances impérialistes : 32,5% de la population active travaille dans l'industrie en Allemagne (soit 14,5 millions de personnes sur une population active de 40 millions) contre 26,8% en France (soit 6,4 millions sur 24 millions d'actifs), 22,4% aux États-Unis (32 millions sur 143 millions d'actifs); 30,5% au Japon (soit 20 millions sur 67 millions d'actifs.) Mais c'est aussi et surtout ses acquis économiques et politiques, ses organisations, l'histoire du mouvement ouvrier allemand qui font du prolétariat allemand le plus puissant prolétariat d'Europe.

Les travailleurs de l'est de l'Allemagne ont cherché à renouer avec leurs organisations traditionnelles, la DGB et le SPD. Ils ont combattu pour imposer à l'appareil une seule confédération ouvrière dans toute l'Allemagne : la DGB. En 1991, la DGB comptait 11,8 millions de

membres : 33% des salariés, en moyenne, étaient syndiqués au DGB. Depuis quelques années, les affiliations à la DGB ont tendance à décroître (principalement en ex-RDA où le taux de chômage est très fort). En 1996, c'est près de 9 millions de syndiqués que comptait la confédération (7,7 millions aujourd'hui) et près de 3 millions pour le syndicat de l'industrie mécanique (l'IG Metall). À titre indicatif, on estime à 8% le taux de syndicalisation en France en 1997.

Le combat engagé par le prolétariat allemand, combat qui a conduit à la chute du mur de Berlin le 9 octobre 1989, a posé la question du pouvoir. C'est parce que le prolétariat allemand n'a pas eu les moyens de résoudre cette question que l'unification de l'Allemagne s'est effectuée dans le cadre de l'État bourgeois de la RFA. Mais le combat politique du prolétariat allemand ne s'est pas arrêté à la chute du mur : à chaque étape de ses mobilisations, il a cherché à s'ouvrir une issue politique. Ses combats se sont heurtés à la bourgeoisie allemande, à la puissance de son appareil d'État ; ils se trouvent avant tout confrontés à la politique de défense de l'État bourgeois menée par les dirigeants du SPD et de la DGB.

« NOUS SOMMES LE PEUPLE » ! ... « NOUS SOMMES UN PEUPLE »

« *Nous sommes le peuple* » : c'est sur ce mot d'ordre que le prolétariat de l'Est s'est mobilisé en 1989. Cette mobilisation contre l'ordre bureaucratique soumis au Kremlin s'est heurtée aux obstacles dressés, à l'ouest, à la réunification de l'Allemagne et du peuple allemand par les puissances impérialistes (France, États-Unis ...) terrorisées par la puissante mobilisation de la partie Est de l'Allemagne. L'impérialisme allemand souhaitait une « libéralisation » économique et politique sous son contrôle. Il a, dans cette recherche, obtenu l'appui du SPD qui, sous la direction d'Oscar Lafontaine, s'est opposé ouvertement à la réunification de l'Allemagne.

Le mot d'ordre « *Nous sommes le peuple* » s'est alors rapidement transformé en « *Nous sommes un peuple* », exprimant la volonté des masses de décider et d'imposer leur volonté : la réunification immédiate de l'Allemagne. La position du SPD a protégé le gouvernement Kohl, gouvernement qui, en 1987-89, était à bout de souffle. La direction du SPD (et Lafontaine en premier lieu) avait parfaitement conscience du fait que le prolétariat allemand en mouvement pouvait renouer avec sa propre histoire : en juin 1953, lors de l'insurrection des travailleurs de RDA, une affiche placardée dans la gare de Magdebourg (RDA) s'adressait aux passagers de l'ouest prenant le train inter-zones :

« *Débarrassez votre fumier à Bonn maintenant. À Pankow, nous nettoions la maison. Dehors Ulbricht-Adenauer ! Nous ne négocierons*

qu'avec Ollenhauer! » (le dirigeant du SPD)

La direction du SPD savait que le prolétariat de l'ouest risquait de se mettre en mouvement, ce qui ouvrirait la voie au processus de fusion de la révolution sociale et de la révolution politique. Attaché à la défense de l'ordre bourgeois, Lafontaine et la direction du SPD ont utilisé toutes leurs forces pour interdire que la mobilisation des masses de l'ouest se conjugue à celle de l'Est, posant la question du pouvoir, imposant un gouvernement du seul SPD pour toute l'Allemagne !

Cette politique a permis à la CDU/CSU, au gouvernement de Kohl, de prendre le contrôle de la réunification de l'Allemagne dans le cadre de l'État fédéral bourgeois, la RFA. La CDU/CSU réalisait des scores historiques en 1990, le SPD perdait près de 4% de ses voix par rapport à 1987 (son plus mauvais score depuis 1957), une crise sévère secouait le SPD. Une fois la victoire de la CDU/CSU acquise, le SPD s'engageait dans une politique de soutien à Kohl. C'est ce qui permit à ce dernier de préparer l'offensive contre les masses. Le gouvernement de Kohl et le patronat s'appuyèrent sur la politique des dirigeants syndicaux qui acceptèrent de négocier la flexibilité et la dérégulation, se situant de fait sur le terrain du patronat et ses exigences de « réduction du coût du travail ». Cette orientation conduisait la DGB à signer en janvier 1996 un « pacte pour l'emploi » avec le patronat, sous le haut patronage du chancelier Kohl. ; le 25 avril Kohl pouvait alors annoncer un plan « de

« mesures économiques drastiques » : le titre de Business Week « *Kohl the knife* » (Kohl le couteau) exprimait l'ampleur des coupes profondes dans les acquis ouvriers de ce plan que l'Expansion qualifiait de « véritable programme de refondation de l'État social allemand ». Un représentant du patronat allemand affirmait ouvertement que l'impérialisme allemand et son gouvernement devaient jouer le rôle de chef politique en Europe.

Au printemps, grèves et manifestations se développaient. La DGB, appuyé par le SPD était contraint d'appeler à manifester à Bonn : le 15 juin 1996, 350 000 personnes convergeaient vers la capitale. Il s'agissait de la plus grande manifestation de l'après guerre. La mobilisation du prolétariat, des salariés des services publics faisait voler en éclat le « le pacte pour l'emploi » signé en janvier : « *Nous sommes le peuple* » ; « *Kohl dehors* » ; « *Grève générale maintenant* », tels étaient les mots d'ordre des manifestants. Dans les services publics, la grève générale était à l'ordre du jour. Le gouvernement manœuvrait en recul : il écartait provisoirement le gel des salaires et la réduction des indemnités maladies

SEPTEMBRE 1998 : MAJORITÉ DU S.P.D.

Le résultat des élections de septembre 1998, donnant la majorité au SPD, interdisait à Schröder de constituer la « grande coalition ». Mais contre le vote massif de la classe ouvrière pour le SPD, Schröder constituait un gouvernement SPD-Verts (gouvernement bourgeois de « petite coalition », respectueux des cadres de l'État bourgeois de RFA). Le PDS, tout en restant à l'extérieur soutenait ce gouvernement.

Mais moins encore que le gouvernement Kohl, le gouvernement de Schröder n'avait les moyens de par ses propres forces d'imposer le plan d'ensemble de « *refondation de l'État social allemand* » exigée par la bourgeoisie. Il ne pouvait avancer en ce sens que si l'appareil de la DGB et de ses syndicats s'engageait dans la mise en œuvre de la destruction des acquis fondamentaux du prolétariat. Un nouveau « *pacte pour l'emploi, la formation et la compétitivité* » était signé entre la DGB, la patronat et le gouvernement de Schröder, les syndicats s'engageant, entre autre à la « modération salariale ».

En février 1999, il faut tout le poids de l'appareil de l'IG Metall et de la DGB pour interdire la grève dans la métallurgie, grève qui aurait ouvert la voie à la mobilisation des métallos, et au-de-là, de tout le prolétariat contre le gouvernement Schröder. Mais l'appareil de l'IG Metall, conscient que l'essentiel est alors « *d'éviter une grève dont personne ne veut* » doit faire appel à la responsabilité du patronat ; ce dernier doit renoncer à un « accord salarial flexible » qu'il revendiquait et accepter des hausses plus importantes que prévues. C'est le prix à payer pour protéger le gouvernement Schröder. pour empêcher le prolétariat allemand de s'engager sur son propre terrain de classe !

annoncées. Le syndicat ÖTV renonçait à appeler à la grève générale des services publics, écartant toute possibilité d'un appel à la grève générale dans toute l'Allemagne contre le plan d'austérité de Kohl. Le gouvernement Kohl restait en place, mais il était profondément ébranlé.

Au congrès du SPD, en décembre 1997, l'unité des courants se réalisait en vue des élections de 1998. En avril 1998, le programme de gouvernement « *Emploi, innovation, égalité* » était adopté ; La Fontaine, qui se réclame des thèses de l'économiste bourgeois Keynes, prôné la « justice sociale » ; il usait de sa place dans le parti pour faire « accepter » la candidature de Schröder « *l'ami des patrons* ». Ce dernier intégrait dans son « staff » de campagne électorale un patron et militait ouvertement pour constituer, après les élections une « grande coalition », c'est à dire l'alliance de gouvernement entre le SPD et la CDU/CSU.

Après quatre jours de grève d'avertissement, l'appel à la grève des métallos dans un seul Land, le Bade-Wurtemberg aurait mis immédiatement en cause le gouvernement Schröder, la nécessité de le chasser, la nécessité d'un autre gouvernement : en l'absence d'un Parti ouvrier révolutionnaire, un gouvernement du seul SPD issu de la mobilisation des masses. Cela est à mettre en relation avec la puissance du prolétariat allemand : puissance sociale et aussi politique liée à l'histoire du mouvement ouvrier allemand.

La démission d'Oscar Lafontaine non seulement de son poste de ministre des finances mais de la direction du SPD fut la réponse apportée par la direction de la « commission ouvrière » du SPD, instance du SPD composée essentiellement de membres de l'appareil syndical. À la question du pouvoir posée par la mobilisation du prolétariat allemand, Lafontaine répondait ainsi : il n'y a pas d'autre gouvernement possible que le gouvernement Schröder, gouvernement d'alliance du SPD avec la bourgeoisie. Pas question de constituer un gouvernement du seul SPD !

C'est dans cette situation, qu'après avoir fait passer un plan d'économies drastiques, le gouvernement Schröder eut les moyens politique de faire voter l'importante réforme fiscale réclamée par la bourgeoisie allemande (diminution très forte de l'impôt sur les sociétés, diminution de l'impôt sur le revenu très favorable aux hauts revenus). Puis, en 2001, il fit passer une réforme des retraites qui non seulement diminue le montant dirigeants syndicaux pensions mais introduit des fonds de pensions.

LE S.P.D. : UN PARTI OUVRIER-BOURGEOIS.

Le gouvernement bourgeois de coalition (SPD-Verts) ainsi protégé, le congrès du SPD élisait, en avril, Gerhard Schröder à la présidence du parti. Le même congrès autorisait l'intervention militaire en Yougoslavie.

En juin, Gerhard Schröder signait avec Blair un « manifeste » intitulé « *la voie à suivre pour les Sociaux-démocrates européens* ». L'axe essentiel est de prendre en charge la totalité des besoins actuels du capital : liquider les acquis fondamentaux du prolétariat. Il faut en finir indique ce manifeste, avec l'antagonisme entre les employeurs et les salariés.

Car, en engageant le combat pour la défense de ses acquis, le prolétariat pose et posera la question du pouvoir, du combat contre le gouvernement bourgeoisie, pour le remplacer par un gouvernement du Front unique. C'est la leçon des événements du printemps 1999 en Allemagne. La prise en charge par la Social-démocratie des besoins actuels de la bourgeoisie implique de désarmer politiquement le prolétariat, de lui interdire toute expression politique : détruire le SPD comme parti ouvrier, tel est donc le contenu objectif de la « troisième voie ».

Il faut resituer ces événements par rapport à l'histoire du mouvement ouvrier allemand. Le mouvement ouvrier allemand s'est constitué non à partir des syndicats mais à partir du parti ouvrier : le premier parti ouvrier est créé en 1863, sous l'influence de la Ligue des communistes de Marx et Engels, contre l'emprise de la bourgeoisie libérale sur les ouvriers. Le programme du parti social démocrate des travailleurs adopté au congrès d'Eisenach en 1869 s'appuie sur les conceptions de Marx liant lutte économique et lutte politique. Le SPD se constitue en 1875, il est le vecteur de la constitution de l'organisation syndicale nationale de toute l'Allemagne (à l'inverse de l'Angleterre où se sont les TUC qui sont à l'origine de la constitution du Labour party). Le ralliement du SPD à la bourgeoisie en 1914 en fait définitivement un parti contre révolutionnaire (un parti ouvrier bourgeois) : sous la direction d'Ebert, de Scheidemann, fut organisé l'écrasement de la révolution de 1919, l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. La politique du SPD de soutien à l'impérialisme, combinée à celle du Parti communiste allemand, permit à Hitler de prendre le pouvoir en 1933.

La reconstitution du SPD et des syndicats après la

« GRÈVES CIVILISÉES » OU COMBAT CONTRE LE GOUVERNEMENT SCHRÖDER.

Au printemps 2002, à nouveau, le prolétariat allemand cherche à engager le combat. Du 6 au 15 mai, des dizaines de milliers de métallos participent au mouvement de grèves à l'appel de l'IG Metall. La fédération ouvrière a été contrainte d'appeler, pour la première fois depuis 1995 à une grève pour le renouvellement de la convention de l'industrie des

Deuxième guerre mondiale s'est opérée dans un cadre précis, celui de la soumission à l'ordre impérialiste, puis à l'État fédéral (la RFA). En 1959, deux ans après l'échec cinglant du SPD aux législatives (la CDU/CSU obtenaient la majorité absolue) six ans après l'écrasement de la mobilisation révolutionnaire de Berlin-est, le SPD abandonnait, au congrès de Bad-Godesberg, toute référence à la lutte des classes et au marxisme, devenant le parti du « peuple », c'est à dire représentant tous les intérêts y compris ceux du patronat : son programme économique de type keynésien, correspond aux intérêts de l'époque du capital allemand. Mais l'adoption de ce programme ne suffit pas à liquider le SPD comme parti ouvrier. En 1972, H Schmidt (président du SPD, devenu chancelier suite à la victoire du SPD en 1972) indiquait : « *Depuis 109 ans qu'elle existe, la Social-démocratie s'est identifiée avec les intérêts des travailleurs ; en fin de compte, le SPD et les syndicats viennent d'une seule racine, le mouvement ouvrier* ». Mais le SPD ne pouvait se muer « pacifiquement » en nouveau parti bourgeois. Seule la construction du Parti ouvrier révolutionnaire allemand, peut ôter au SPD sa place de parti de la classe ouvrière. En l'absence d'un tel parti, la liquidation du SPD comme parti de la classe ouvrière, signifierait sa dislocation comme classe ; elle est inséparable de la remise en cause des positions occupées par le mouvement ouvrier sur tous les terrains. Les limites du programme de Bad-Godesberg ont été données par les rapports de forces entre les classes, par l'activité de la classe ouvrière allemande.

À nouveau, en 1998, en l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, le prolétariat unifié de toute l'Allemagne, cherche à utiliser le SPD pour s'ouvrir une issue politique (en dépit de son programme ouvertement réactionnaire). Après avoir imposé une seule DGB dans toute l'Allemagne, le prolétariat allemand est entré en conflit ouvert (1996) avec l'appareil syndical de la DGB. Il a en septembre 1998, utilisé le vote SPD pour s'ouvrir une issue politique. Mais dans l'affrontement avec la direction bourgeoise de la DGB, avec la direction du SPD, le prolétariat allemand cherche à s'ouvrir une issue politique correspondant à ses intérêts de classe ; les appareils contre-révolutionnaires font tout pour éviter que le prolétariat allemand renoue avec sa propre histoire, en cherchant à s'avancer, même par des chemins sinueux, dans la voie qui mène au socialisme...

machines et de l'automobile. L'IG Metall s'est en janvier 2002 retiré de « *l'alliance pour le travail* » (*Bündnis für Arbeit*) mise en place par le gouvernement Schröder. En dépit du fait que l'appareil syndical avait choisi la tactique des grèves tournantes, la participation a été très importante non seulement des ouvriers, mais aussi des employés, des apprentis, des travailleurs

immigrés est liée à la détérioration des conditions de travail, l'extension de la flexibilité, la suppression des acquis d'entreprises... produit de la « modération » issue de l'accord, et de toute la politique du gouvernement Schröder. Au bout de sept jours de grève, l'appareil a signé un accord qui accorde 3,36% d'augmentation sur 22 mois (contre 6,5% revendiqué) et qui, surtout, introduit, pour la première fois, la possibilité, pour les entreprises en difficulté de ne pas l'appliquer. Dans nombre d'entreprise, la signature de cet accord a suscité la colère des travailleurs. De l'aveu même de dirigeants syndicaux, il fallait, pour la direction de l'IG Metall, empêcher qu'à travers cette grève, le gouvernement Schröder soit mis en cause et combattu. Il s'agit, finalement d'un « *bon accord pour Schröder* » « *Notre grève civilisée a montrés son efficacité* » conclut un responsable de l'IG Metall.

Le résultat politique de l'accord a été de recoller l'« alliance » gouvernement-patronat-organisations syndicales, d'annuler le conflit ouvert entre le DGB et le gouvernement (ce que concrétise l'acceptation par l'appareil de l'IG Metall de dérogation possible à la convention de branche). Le « pacte pour l'emploi » c'est l'adaptation, dans la situation d'aujourd'hui du cadre de la « cogestion » à l'allemande.

Depuis les années quatre-vingt-dix, le patronat allemand combat ouvertement pour liquider les conventions nationales. Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, nombre de syndicats de catégories ont disparu. Le syndicat du textile et de l'habillement (GTB, 18 8000 adhérents) a rejoint l'IG Metall en 1998; le syndicat du bois et des plastiques (GHK 161 000 adhérents), le syndicat des mines et de l'énergie, celui du cuir (IG Leader 20 000 adhérents) ont rejoint le syndicat des

CONTRE LE VOTE SPD : LE DEUXIÈME GOUVERNEMENT SCHRÖDER.

Le 21 septembre 2002, alors que deux mois plus tôt toute la presse donnait la CDU/CSU gagnante, le SPD gagnait de justesse ces élections : avec 38,5% des voix, il obtenait 251 sièges sur 603 ; il perdait néanmoins 1,7 millions de voix (40,9% des voix et 292 sièges en 1998). Pourquoi, en dépit d'une forte abstention, en particulier à l'ouest, l'électorat ouvrier s'est-il néanmoins « remobilisé »?

Début 2002, les mobilisations de branches se conjuguent aux manifestations contre l'intervention impérialiste en Irak. La décision de Schröder de refuser de participer à l'intervention militaire décidée par l'impérialisme américain en Irak a fait écho au rejet par le prolétariat et la jeunesse allemande de toute intervention impérialiste. Le refus de Schröder est exprimé clairement à l'occasion du sommet franco-allemand, le 30 juillet à Schwerin. A ce moment là, la formulation de Schröder est la même que celle de Chirac : refus d'une guerre sans mandat de l'ONU, mais acceptation si la décision est prise par le Conseil de Sécurité.

Sans doute y-a-t-il, de la part de Schröder que tous les

travailleurs de la chimie, du papier et de la céramique (IG Chemie). Le DGB ne compte plus que trois syndicats de l'industrie (IG Metall, IG Chemie, IG Bau : BTP, environnement, agriculture) Ver di s'est constitué en fusionnant le syndicat des employés allemands, DAG, l'ÖTV et des syndicats du commerce, des banques, des assurances... accentuant la tendance à la dissolution des syndicats de branches. La bureaucratie syndicale justifie ces regroupements par la diminution des effectifs : en réalité, elle accompagne et favorise même l'exigence patronale de liquidation de conventions de branches. À maintes reprises, la résistance au « pacte pour l'emploi » s'est exprimée dans les syndicats (en particulier dans le syndicat des services publics, l'ÖTV au printemps 2000) ; elle s'est conjuguée à la résistance à la fusion de l'ÖTV dans le grand regroupement Ver di en 2001.

Mais, ces résistances ne peuvent aboutir que si on ouvre une perspective politique, celle d'un véritable gouvernement ouvrier en Allemagne. En l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, combattre sur une telle perspective, c'est combattre dans la DGB, dans les syndicats pour la rupture avec le gouvernement Schröder, pour lui infliger une défaite politique, le chasser et le remplacer par un gouvernement issu du seul SPD. Ce combat est un point d'appui à la mobilisation des masses.

Ne pas mener ce combat conduit à se situer sur une ligne, non de rupture avec le gouvernement, mais de « rupture » avec le SPD. Or, en l'absence de direction révolutionnaire alternative, la rupture des syndicats avec le parti ouvrier traditionnel du prolétariat allemand, ne peut conduire qu'à une soumission plus étroite à la bourgeoisie et aux besoins actuels du capital.

sondages donnent perdant lors des prochaines élections de septembre, la volonté de « répondre » à un refus profond, parmi les travailleurs et la jeunesse, de cette guerre en préparation. Mais sa position est en-même temps conforme aux besoins de l'impérialisme allemand.

Il n'en reste pas moins que c'est en faisant échos à la volonté du prolétariat et de la jeunesse d'interdire toute intervention impérialiste contre l'Irak que Schröder a mené sa campagne. L'inflexion est immédiate. Dès son premier meeting, le 5 août 2002 à Hanovre, il affirme rejeter « de façon définitive » toute participation et tout soutien à une guerre contre l'Irak. Il est ovationné par les dix mille militants présents. Il prend, par ailleurs, position contre la liquidation des conventions collectives prônée par Stroiber. Le DGB et ses syndicats tiennent des meetings ouvriers et appellent à voter SPD.

Puis, à nouveau, au lendemain du 21 septembre, contre la volonté exprimée par le prolétariat, Schröder constitue un second gouvernement d'alliance avec les Verts : Wolfgang Clement dirige un super ministère du travail et de l'économie. Le programme que Schröder présente

dans son discours au Bundestag et s'appuie sur le rapport de la commission Harz (à laquelle ont participé les dirigeants syndicaux). Ce rapport constitue le socle de « *la plus importante réforme du marché du travail de l'histoire de la république fédérale* » (réforme de l'assurance chômage : diminution des prestations pour les chômeurs de longue durée, transformation des Agences pour l'emploi, équivalent de l'ANPE, en agences de placement, ce qui permet l'extension du travail temporaire ; développement des petits boulots ; mobilité obligée pour certaines catégories de chômeurs ...) Mais le gouvernement ne peut mettre en place son programme sans l'appui des dirigeants syndicaux : il remet en place le « pacte pour l'emploi » (structure de coopération entre le patronat, le gouvernement et la DGB) ; en novembre il installe la commission Bert Rürup chargée de proposer des réformes de fond des assurances sociales. Il fait adopter le plan Harz au Bundestag.

À partir de janvier 2003, le prolétariat cherche à nouveau à engager le combat. Des grèves dans les services publics imposent près de 4,4 % d'augmentation de salaires sur 27 mois (contre le 0% proposé). Suite à l'accord du 9 janvier, les communes menacent de quitter la convention. Les Länder de Berlin, Saxe, Schleswig Holstein, Sarre demandent alors au Bundesrat l'autorisation de diminuer de 10% le salaire des fonctionnaires.. Le Land de Berlin se retire de la convention, décide une augmentation de 2 heures par semaine du temps de travail ! À l'intérieur du SPD du Land de Berlin, les militants se mobilisent et exigent que le gouvernement annule cette décision ; le président de l'IG Metall de Berlin menace d'appeler à la grève générale. Le gouvernement de Berlin ayant dû reculer, une pétition circule pour le « non définitif ». Le 25 janvier, le SPD de Berlin tient une conférence « *pour porter un coup d'arrêt au changement de cours du gouvernement Schröder* ».

14 MARS 2003: « LE PAQUET DE RÉFORMES » DE SCHRÖDER

Début février le résultat des élections en Basse Saxe (Land de Schröder) et en Hesse constituent une terrible défaite pour le SPD qui recule de 14,5% et 10,3% ; la CDU devient majoritaire à la chambre des Länder. Le 4 mars Schröder met fin au « pacte pour l'emploi ». « *Je vais agir* » dit-il et il annonce son « *paquet de réformes* ». Le 14 mars, au Bundestag, il prononce un discours intitulé « *Le courage de la paix, le courage du changement* » : « *Dans des temps où il n'y a rien à partager, c'est au politique de prendre ses responsabilités. Je ne négocierai pas* »

Ce « *paquet de réformes* » qui doit être voté à partir de septembre par le Bundestag met en cause les acquis fondamentaux du prolétariat allemand :

- Déremboursement de nombreux soins et médicaments (prothèses dentaires...) ; forfait de 10% des honoraires à la charge du patient ; congé maternité financé par les taxes sur le tabac et non plus par les cotisations sociales. L'objectif est de réduire les cotisations maladie de 14,5% à 13,6% du salaire brut (l'ensemble des cotisations sociales représentent 42,1% du salaire brut en Allemagne)
- Mise en cause de l'assurance chômage : diminution de la durée d'indemnisation des

chômeurs de longue durée (de 32 à 12 ou 18 mois) et leur montant ; obligation d'accepter l'emploi proposé, sous peine de radiation.

- Relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans (contre 65 pour les hommes et 60 pour les femmes actuellement) d'ici 2011 ; diminution des pensions.
- Suppression des indemnités versées aux salariés licenciés après une courte période d'emploi ; suppression des freins aux licenciements (âge, expérience).

Il n'y a rien à négocier indique Schröder. Ce que le gouvernement Schröder, comme tout gouvernement bourgeois, exige de la bureaucratie syndicale c'est qu'elle assure la défense de l'ordre bourgeois, qu'elle assure la protection du gouvernement bourgeois face et contre la mobilisation des masses. C'est ce qu'a fait l'appareil syndical lors des négociations salariales de janvier : protéger Schröder. Il fallait, selon Gerhard Schröder lui-même, ne pas « *politiser la querelle salariale* » ; écarter le « *spectre d'un conflit social* », éviter qu'à partir de l'important secteur des 8 millions de fonctionnaires et salariés de l'État fédéral, des Länder et des communes, des services publics, le gouvernement Schröder soit mis en cause.

« WIR SIND DIE PARTEI » (NOUS SOMMES LE PARTI)

Une crise profonde ébranle le parti Social-démocrate. Mais Schröder utilise à son profit la position prise par son gouvernement sur la guerre : il joue sur la confusion entretenue par les appareils, le sentiment que « l'unité » du SPD a pu se réaliser, sur cette question, derrière Schröder.

En Allemagne, les combats menés par le prolétariat, la recherche de l'affrontement avec le gouvernement

Schröder se sont répercutés dans le SPD. De multiples motions ont été adressées à la direction du SPD, des délégations ont été organisées ; les syndicalistes membres de la commission ouvrière du SPD ont agi en ce sens. En janvier, le congrès du SPD de Berlin se prononçait pour « *porter un coup d'arrêt à la politique de Schröder* ». En avril, le congrès du SPD de Hambourg votait, contre l'avis du secrétaire général, l'exigence de convocation d'un congrès extraordinaire du parti ; celui de la Hesse,

puis celui du Schleswig-Holstein adoptaient la même position.

Un manifeste « *Wir sind die Partei* » (« *Nous sommes le parti* ») soutenu par 80 députés, est adressé aux adhérents : il propose une autre politique fondée sur un impôt sur la fortune et des investissements par l'État. Parmi les initiateurs, on trouve le président de la commission ouvrière du SPD, O Schreiner, le président du syndicat du bâtiment. Des parlementaires prennent l'initiative d'organiser un référendum à l'intérieur du parti. Des dirigeants syndicaux, tel Peters (IG Metall) appellent les adhérents du SPD à s'associer à cette bataille, alors que Schröder exerçait toutes les pressions pour faire arrêter ce référendum.

Pourtant, durant cette période, alors qu'en France, la presse indique que le chancelier devait faire face à une « *fronde au sein de son propre parti* », les appareils syndicaux se gardent bien d'appeler à la mobilisation contre le gouvernement. Le 2 avril, Schröder organise un « *sommet* » avec les dirigeants syndicaux. Le 8 avril, le bureau de l'IG Metall élit comme président Jürgen Peters contre l'avis du président sortant Klaus Zwickel favorable au plus « *modéré* » Hubert. Les responsables de la DGB, de l'IG Metall, de l'IG Bau appelaient, à Hambourg, à un premier rassemblement « *contre la mise en cause de l'État social* » Mais ils se gardaient bien d'appeler à la mobilisation contre « *leur* » chancelier : « *C'est encore trop tôt pour dire comment nous allons réagir. Nous allons d'abord essayer de peser, au Parlement sur les projets de lois qui seront présentés* », indiquait un responsable de la DGB interviewé par Libération à la mi-avril.

C'est donc dans ce cadre que furent organisées les manifestations du printemps. Le 24 mai une « *journée nationale d'action* » est organisée. Des manifestations ont lieu dans quatorze villes contre « *l'agenda 2010* » de Schröder (90 000 manifestants). Le 1^{er} mai, d'importantes manifestations ont lieu. Cela manifeste la recherche par le prolétariat allemand du combat contre le gouvernement et son « *Agenda 2010* » Mais cette volonté se heurte à la politique des appareils syndicaux, à l'orientation des dirigeants fédéraux : « *Notre pays a besoin d'un véritable ordre du jour des réformes, pas du démantèlement de l'État-providence* » déclarait un responsable fédéral devant un meeting de 6000 personnes à Hanovre, ville de Schröder! « *L'agenda doit être modifié dans une optique sociale* » renchérisait Klaus Zwickel à Bochum, dans la Ruhr : « *Nous sommes prêts à discuter, nous ne bloquons pas le changement* » ! En exigeant de « *négocié* » l'Agenda 2010, l'appareil syndical a tout fait pour éviter l'affrontement de classe.

Le 23 mai 2003, le cent quarantième anniversaire du SPD était fêté à Berlin. Le 1^{er} juin se tient le congrès extraordinaire du SPD. Le président de la commission ouvrière O. Schreiner est ovationné ; le texte soumis à référendum a obtenu 20 600 signatures. Schröder

s'exprime devant le congrès : « *L'Europe nous regarde ; c'est à la Social-démocratie de faire ces réformes* ». Une nouvelle fois, il menace de démissionner si le congrès ne vote pas son programme. Et il obtient 90% des votes sur sa position. Comment expliquer ce vote, après une telle mobilisation, à l'intérieur même du SPD?

Cette opposition à l'intérieur du SPD, la mobilisation prise en charge par les militants et des cadres est la répercussion, à l'intérieur du parti, de la résistance du prolétariat allemand. Mais elle n'a pas de perspective politique, d'alternative ouvrant la voie à une solution ouvrière. À l'intervention de Schröder (pour qui la seule alternative est le retour de la CDU-CSU), Schreiner a répondu « *personne n'est pour une autre coalition.* »

Quelques jours avant, le dirigeant syndical Peters déclarait : « *Nous ne voulons pas un autre gouvernement. Nous voulons que le parti dicte sa ligne au Président* ». Le 27 mai, Oscar Lafontaine donnait une interview au journal italien La Repubblica : je me bats « *pour le retour aux instruments politique d'une Social-démocratie moderne, et à travers elle, à l'intervention publique.* » Fustigeant la ligne « *néo-libérale* » du New Labour dont l'exemple a été suivi par nombre de partis Sociaux-démocrates, il indique « *de la tradition de Brandt et de Schmidt, il n'est resté que le « non » à Bush* ». Mais la tradition de Brandt, c'est celle de « *l'Ostpolitik* », celle de la défense du capitalisme allemand à une époque où les « *réformes* » étaient encore possible, en cadenassant le prolétariat allemand de part et d'autre du mur de Berlin et de la ligne de miradors qui séparaient l'Allemagne en deux.

Il est clair qu'on ne peut ouvrir une issue politique en demandant à Schröder, « *l'ami des patrons* » chef d'un gouvernement bourgeois d'alliance avec les Verts de se soumettre au vote du SPD Mais il était possible de combattre pour que le congrès du SPD démissionne Schröder, qu'il nomme un autre gouvernement, un gouvernement du seul SPD. Un tel gouvernement produit de la mobilisation des masses ne modifierait pas la nature du SPD, mais sa venue au pouvoir serait un puissant appel à la mobilisation. Combattre sur une telle orientation, loin de créer des illusions, ouvre une issue politique et contribue à créer les conditions pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire.

Après le congrès, le référendum continue. Le 15 juin 2003, se tient une réunion de 250 militants : la texte a obtenu 25 000 signatures. La campagne de signatures est arrêtée pour préparer une plate-forme d'orientation pour le congrès du parti qui doit se tenir en novembre. Mais cette décision est loin d'être unanime.

La résistance dans le SPD a été chapeauté par la fraction de l'appareil liée à Lafontaine et aux appareils syndicaux proposant de « *réformer* » autrement. Refusant tout combat de front unique, elle identifie en permanence le gouvernement bourgeois SPD-Verts, qui s'appuie dans nombre de Land sur des coalitions SPD-

CDU-CSU, au SPD (parti ouvrier bourgeois) À l'intérieur du SPD (comme à l'extérieur) aucune force politique n'a, en s'appuyant sur la mobilisation des masses ouvert la perspective du combat contre le gouvernement Schröder ; pour un gouvernement du seul SPD, ce qui a conduit à l'impasse.

JUIN 2003 : LA GRÈVE DES MÉTALLOS

C'est le 2 juin, au lendemain du vote par le congrès extraordinaire du SPD de « l'Agenda 2010 » de Schröder, que l'appareil de l'IG Metall, à l'initiative de Peters, appelle les métallos de la partie est de l'Allemagne à la grève pour le passage aux 35 heures de plus de 300 000 salariés. Depuis la réunification de l'Allemagne, le prolétariat allemand n'a cessé de combattre pour l'alignement des conventions, des grilles de salaire, du temps de travail, de l'est sur l'ouest. Actuellement, selon l'Humanité, « quelques 319 000 salariés de l'acier, de la métallurgie et des industries électroniques à l'Est travaillent trois heures de plus que leurs collègues de l'ouest ». Et les salaires sont inférieurs à ceux pratiqués à l'Ouest.

Le 29 juin, l'appareil de l'IG Metall met fin à la grève sans avoir rien obtenu : « du jamais vu depuis cinquante ans pour une organisation jusqu'ici redoutée pour son sens tactique et son évaluation très précise des rapports de forces », commente le correspondant des Échos à Berlin ! La grève avait paralysé, entre autres, plusieurs usines des constructeurs BMW et Volkswagen, ainsi que des sous-traitants : 60 000 ouvriers de l'Ouest étaient mis en chômage technique (et dans ce cas, non indemnisés selon la loi allemande)».

En fait, sous couvert de défendre une revendication « traditionnelle » du prolétariat allemand (depuis 1991), l'alignement des salaires, du temps de travail, de l'Est sur l'Ouest, l'appareil syndical, sous la direction du « pur et dur » Jürgen Peters, a organisé une grève tournante dans la seule partie Est de l'Allemagne, et ce au moment même où les métallos de l'Est et de l'Ouest, comme l'ensemble des salariés de toute l'Allemagne étaient confrontés au plan d'ensemble présenté par le gouvernement de Schröder le 14 mars. La politique de l'appareil conduit à la division du prolétariat allemand.

Or, « l'Agenda 2010 » de Schröder est massivement

rejeté par l'ensemble des travailleurs, y compris par nombre de dirigeants syndicaux, voire d'élus du SPD (provoquant une importante mobilisation à l'intérieur même du parti).

Ainsi, alors même que la mise en cause de l'assurance chômage, de l'assurance maladie, des conventions collectives nationales concerne l'ensemble de la classe ouvrière, l'initiative « radicale » de l'appareil de l'IG Metall n'a pas pour but d'organiser la mobilisation unie contre le gouvernement de Schröder et son « Agenda 2010 » ; En cherchant à casser les potentialités de combat des métallos dont la place au sein du prolétariat est centrale., elle a un objectif : liquider les potentialités d'un combat centralisé contre ce gouvernement, protéger le gouvernement Schröder.

Schröder pouvait constater « avec joie que la nécessité de la mise en œuvre de l'Agenda 2010 n'était plus contestée dans son principe par les syndicats » !)

« En Angleterre, c'est Margaret Thatcher qui a détruit les syndicats. En Allemagne, nous le faisons tout seuls », tels sont les propos d'un ancien dirigeant de l'IG Metall rapportés, le 7 juillet, par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. Cet échec organisé par l'appareil ne peut qu'affaiblir encore les syndicats ouvriers : depuis 1991, la DGB est passée de 11,8 millions de membres à 7,7 millions. Le congrès de l'IG Metall, fin août, a élu conjointement à la direction du syndicat un représentant de chaque fraction de l'appareil, Peters et Hubert (présenté par Zwickel. Alors que les patrons quittent les uns après les autres les « négociations par branches » pour concocter des « accords maisons », début juillet la presse annonçait que l'appareil de l'IG Metall lui-même disait vouloir conclure des accords de réduction du temps de travail au niveau des entreprises (position défendue par Hubert un an plus tôt, et qui est la concrétisation de l'accord signé en 2002).

LE VOTE DES PLANS DU GOUVERNEMENT.

Début juillet Schröder a donc les moyens de repartir à l'offensive dans la mise en œuvre de son programme. En dépit du déficit budgétaire, il avance d'un an la troisième étape de la baisse de 10% de l'impôts sur le revenu (coût : 18 milliards d'euros). Il obtient l'appui de la CDU au Bundesrat (la chambre des États) et les applaudissements du parti libéral, le FDP.

En juillet, sur la base du rapport de la commission dirigée par l'économiste Bert Rürup (commission, de 26 membres auxquels sont associés des représentants syndicaux) des négociations entre le ministre de la santé

et l'opposition CDU-CSU conduisent à un accord de 18 pages : diminution des remboursements, mise en place d'une assurance complémentaire, réduction des cotisations patronales...

C'est donc dans ces conditions, alors que les mobilisations du prolétariat ont été disloquées, que les possibilités d'un combat centralisé contre l'agenda 2010 de Schröder ont été soigneusement cadennassées, qu'en septembre et octobre le gouvernement peut faire voter la douzaine de lois prévues.

La loi sur l'assurance maladie est votée le 26 septembre. Le 17 octobre, les lois réformant le marché du travail (l'Office fédéral du travail, l'ANPE allemande), l'assurance chômage sont adoptées. Le Monde indique « à une abstention près, pas une voix de la coalition rouge-verte n'a manqué à la majorité(...) tous les députés de l'opposition démocrate-chrétienne ont voté contre les projets de lois gouvernementaux » Majoritaire au Bundesrat, l'opposition va exiger d'accentuer encore la mise en cause des acquis ouvriers.

À BAS LE GOUVERNEMENT SCHRÖDER ! GOUVERNEMENT DU SEUL S.P.D. !

C'est dans ces conditions, une fois ces projets de lois adoptés par la majorité SPD au Bundestag, qu'à l'initiative d'ATTAC, avec la participation de sections locales de la fédération Ver di, de l'IG Metall, du PDS, de divers groupes issus de la dislocation de la IVème internationale (liés au secrétariat unifié, à la LCR en France) s'est tenue une manifestation à Berlin le 1^{er} novembre. Les 100 000 manifestants qui ont défilé contre les réformes de Schröder montrent les ressources du prolétariat en Allemagne. Mais l'orientation d'ATTAC, des groupes dits « d'extrême-gauche » tourne le dos à un combat de front unique contre le gouvernement Schröder, au combat pour imposer à la majorité SPD qu'elle rompe avec ce gouvernement qu'elle désigne un gouvernement du seul SPD appuyé sur la mobilisation des masses. C'est une politique de dénonciation du SPD qu'ont exprimée les initiateurs de ce rassemblement. Une telle orientation conduit droit au retour en force de la CDU-CSU sur la base d'une terrible défaite du SPD (défaite préparée en premier lieu par le politique du SPD).

L'« altermondialisme », c'est l'alignement sur les besoins de la bourgeoisie nationale (les réformes nécessaires), tout comme sur de la soi-disant gauche social-démocrate représentée par Oscar Lafontaine (et soutenue ouvertement, en France par le PT et Informations ouvrières). En mai, Lafontaine indiquait à La Repubblica : « À brève échéance, Schröder a des chances de s'imposer, mais la situation sera différente à la fin de l'année si le chômage s'élève à cinq millions, et, l'année suivante, le SPD encaissera une série de défaites aux différentes élections régionales ». En l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, cette défaite du SPD ne peut être qu'une défaite du prolétariat allemand ; c'est sur cette défaite qu'en contre-révolutionnaire patenté est aligné Lafontaine.

Exprimant sa satisfaction quant au rôle qu'il joue, au printemps dernier, dans « l'opposition » interne au SPD, Lafontaine rappelle la place du mouvement ouvrier allemand en Europe : « L'histoire de notre parti ne peut faire abstraction de Marx, Engels, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Leurs idées aussi appartiennent à notre histoire », mais il lorgne sur la « gauche italienne » (l'Olivier et les forces politiques qui le composent) et appelle à mener le grand débat sur la

Début novembre, la majorité CDU-CSU au Bundesrat oppose son veto aux réductions d'impôts exigeant du gouvernement qu'il aille plus loin encore dans les mesures prises en faveur du patronat (mesures d'amnisties fiscales ; nouvelles modifications de la fiscalité des sociétés...) En bloquant aussi la « réforme du marché du travail », elle cherche à faire pression pour que la mise en cause de l'assurance chômage aille plus loin encore, pour que le gouvernement arrache de nouvelles « concessions » à la majorité SPD !

nécessité de « l'intervention publique » (dans le cadre de l'État bourgeois, cela s'entend). On voit d'ailleurs comment, ce débat qui anime la « gauche italienne » bénéficie depuis des mois à Berlusconi !

L'accélération de l'offensive anti-ouvrière à travers toute l'Europe ne peut conduire qu'à de nouveaux affrontements. Le prolétariat allemand cherche et cherchera de plus en plus à s'engager sur son propre terrain de classe. Le chemin sinueux suivi depuis 1989, montre que c'est avec son histoire que le prolétariat allemand cherche à renouer en faisant le bilan du stalinisme et aussi en cherchant à faire voler en éclats le cadre de la « cogestion » (la « Mitbestimmungsgesetz ») qui soumet le prolétariat et la jeunesse aux besoins de la bourgeoisie, de son État. Il faut ouvrir à ces combats une perspective politique.

La défense des intérêts de la classe ouvrière, de ses acquis fondamentaux exige de combattre pour que le prolétariat prenne le pouvoir, que soit exproprié le capital, que soit élaboré et mis en œuvre, sous contrôle ouvrier, un plan de production pour la satisfaction des besoins des masses. Un tel plan ne peut que s'intégrer à un ensemble plus vaste : les États-Unis socialistes d'Europe. Cela implique que se constitue en Allemagne un Parti ouvrier révolutionnaire. Mais on ne peut avancer vers la construction d'un tel parti qu'en formulant des réponses concrètes à la question du pouvoir, en tenant compte de l'état actuel du mouvement ouvrier et des rapports entre les classes.

Cela implique de combattre pour que les dirigeants de la DGB, de ses syndicats rompent avec le gouvernement bourgeois SPD-Verts de Schröder, qu'ils refusent toute « discussion » sur ses plans et quittent tous les organismes de « cogestion », qu'ils dénoncent tous les accords de mise en place de la « flexibilité » sous toutes ses formes, refusent de négocier des « accords maisons », toute mesure mettant en cause les conventions de branche... Mener campagne pour que les dirigeants de la DGB appellent au combat contre le gouvernement Schröder, qu'ils se prononcent pour un autre gouvernement un gouvernement du seul SPD ! D'un tel gouvernement les masses exigeraient l'annulation de toutes les mesures de Schröder, la satisfaction de leurs revendications !

Plus que jamais, à la veille du congrès du SPD (qui doit s'ouvrir le 17 novembre) le combat doit être mené pour que le SPD démette le gouvernement Schröder, pour qu'il rompe avec les coalitions SPD-Verts, SPD-CDU/CSU dans les Länder, comme dans les Assemblées fédérales, pour qu'il forme un gouvernement du seul SPD, appuyé sur la mobilisation des masses. Combattre

sur cette orientation, à l'intérieur même du SPD, c'est mettre des jalons pour avancer vers la construction du Parti ouvrier révolutionnaire.

10 novembre 2003